

Comité local pour l'emploi

„ Un territoire dépendant de la santé économique de ses industries et caractérisé par des disparités est-ouest

mars 2026

Autun

L'information sur
Emploi • Formation • Orientation en région

Comité local pour l'emploi

Autun

03 SYNTHÈSE

- 03 > Le territoire est-il impacté par le vieillissement général de la population ?
- 03 > Le territoire est-il attractif ?
- 04 > Quelle structure de l'emploi ? Quelles spécificités ?
- 07 > L'emploi progresse-t-il ?
- 08 > Quelle évolution de la demande et de l'offre d'emploi ?
- 08 > Quelle offre de formation accessible ? Est-elle cohérente avec la structure de l'emploi local ?
- 11 > Quels niveaux de formation et de qualification ?
- 12 > Quel niveau de précarité sur le territoire ?

13 FORCES - FAIBLESSES

23 SOURCES DE DONNÉES BIBLIOGRAPHIE

Le territoire est-il impacté par le vieillissement général de la population ?¹



Un fort enjeu lié au vieillissement de la population et à l'accompagnement de la dépendance

Le territoire d'intervention du CLPE d'Autun est composé de deux EPCI au profil très différent. La Communauté Urbaine Creusot Montceau (CUCM) est un territoire urbain caractérisé par une forte densité de population. Concentrant près des trois quarts des habitants du CLPE, elle structure fortement le territoire. À l'inverse, la Communauté de communes (Cc) du Grand Autunois Morvan est un territoire rural peu densément peuplé, notamment à l'ouest.

La Route Centre-Europe-Atlantique, la gare Le Creusot TGV, le Parc naturel régional (PNR) du Morvan à l'ouest et la proximité de Chalon-sur-Saône sont des atouts du territoire. Malgré ces points forts, la situation démographique est globalement défavorable. En effet, **le territoire perd de la population entre les deux derniers recensements de la population (2016 et 2022). Cette baisse fait partie des plus soutenues de Bourgogne-Franche-Comté (BFC) et se vérifie dans les deux EPCI composant le CLPE.** Elle est due aux **mouvements naturels largement négatifs, conséquence d'une population plus âgée qu'en moyenne régionale et d'un important vieillissement de la population.** Il concerne également la population active et devrait perdurer selon les projections démographiques.

Les besoins de soins de proximité et de services à domicile sont ainsi de plus en plus nombreux. Or, l'accès aux équipements et aux services est fréquemment difficile au nord et à l'ouest du territoire et la population est très dépendante de la voiture.



En savoir plus...

Le territoire est-il attractif ?

Un territoire globalement peu attractif

Les mouvements migratoires sont également négatifs dans le CLPE, mais de manière moins marquée que les mouvements naturels. **Ce déficit d'attractivité résidentielle touche exclusivement la CUCM.** La Cc du Grand Autunois Morvan affiche, pour sa part, des mouvements migratoires positifs, synonymes d'attractivité résidentielle.

Les mobilités domicile-travail sont, par ailleurs, limitées. Ainsi, 16 % des actifs du territoire du CLPE travaillent à l'extérieur, soit l'une des plus faibles proportions de la région. Ce constat pourrait signifier un manque de mobilité des actifs ou un nombre d'emplois localement suffisant pour les actifs. Les "sortants" travaillent principalement dans les CLPE de Chalon-sur-Saône, de Charolles, en région Auvergne Rhône-Alpes, dans le CLPE de Beaune, en région Île-de-France, dans les CLPE de Mâcon et de Dijon Métropole.

La proportion d'actifs "entrant" (actifs travaillant dans le territoire du CLPE mais n'y résidant pas) fait également partie des plus faibles de BFC (14 %), signe d'**un déficit d'attractivité économique.** Ces "entrants" résident, pour la plupart, dans les CLPE de Chalon-sur-Saône, de Charolles, de Beaune ou en région Auvergne Rhône-Alpes.

Le solde de navetteurs est, au final, négatif avec davantage de sorties du territoire que d'entrées.



En savoir plus...



Quelle structure de l'emploi ? Quelles spécificités ?



Un territoire davantage industriel qu'en région

Le savoir-faire industriel, en particulier dans la filière ferroviaire, le nucléaire, la métallurgie, la filière automobile ou encore le textile, est une spécificité du territoire.

Ces spécificités concernent particulièrement la CUCM, à l'exception du textile dont l'activité se localise dans la CC du Grand Autunois Morvan. La proportion d'emplois dans l'industrie est ainsi supérieure à la valeur régionale. Les secteurs industriels les plus employeurs et les plus spécifiques du territoire sont la Métallurgie et fabrication de produits métalliques, la Fabrication de matériels de transport, la Plasturgie, la Fabrication de machines et équipements, les Autres industries manufacturières, réparation et installation de machines et d'équipements, la Fabrication de textiles, industries de l'habillement, industrie du cuir et de la chaussure et les Industries agroalimentaires.

En outre, **le territoire tire profit du dynamisme de la filière nucléaire** en Saône-et-Loire, de la présence du Pôle de compétitivité Nuclear Valley et de la proximité de Chalon-sur-Saône, territoire également spécialisé dans cette filière. La forte attractivité des grandes entreprises du nucléaire auprès des salariés peut parfois pénaliser d'autres employeurs industriels du territoire, notamment des PME. Une charte pour réguler les pratiques de recrutement entre acteurs du bassin industriel existe pour limiter cette difficulté.

Le CLPE est, par ailleurs, localisé au sein du **Territoire d'industrie Bourgogne Industrie** et à proximité du Territoire d'industrie du Grand Chalon. Il bénéficie ainsi d'un accompagnement à la réindustrialisation. L'existence du **cluster ferroviaire Mecateamcluster**, spécialisé dans la maintenance ferroviaire, est un autre atout industriel du territoire.

Enfin, **l'offre de formation développée en lien avec cette spécificité industrielle** est un autre point fort du territoire (voir pages 8 à 11).

Le CLPE est toutefois confronté à **une baisse de l'emploi industriel sur le long terme et cumule des effets structurels négatifs**. Il souffre de son positionnement sur des secteurs d'activité exposés à la concurrence internationale. La concentration de l'emploi dans un nombre limité d'établissements, dont des établissements étrangers, est une autre source de fragilité en plaçant le territoire dans une situation de forte dépendance, le tout dans un contexte international où les mesures protectionnistes se multiplient. L'éloignement de très grandes métropoles est un autre élément pénalisant les filières industrielles du CLPE. Enfin, l'industrie doit faire face à de fortes difficultés de recrutement en raison du déficit d'attractivité des formations et des métiers industriels mais aussi du manque d'attractivité du territoire.

Conformément à la tendance régionale, **l'industrie continue de perdre des emplois entre les deux derniers recensements de la population dans le CLPE**. La baisse concerne la Fabrication de machines et équipements, les Industries agroalimentaires, la Fabrication de textiles, industries de l'habillement, industrie du cuir et de la chaussure et la Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution. Une progression de l'emploi est, toutefois, observée dans la Fabrication de matériels de transport, la Fabrication d'équipements électriques, la Plasturgie, la Fabrication d'équipements électriques, les Autres industries manufacturières, réparation et installation de machines et d'équipements et la Métallurgie et fabrication de produits métalliques.

La proportion d'emplois dans le secteur tertiaire non marchand est proche du niveau régional. L'Hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement est plus présent qu'en région. Il est le secteur tertiaire non marchand le plus employeur du territoire devant l'Administration publique, l'Enseignement et la Santé. L'emploi public, présent dans ces secteurs, est bénéfique pour le territoire car ces emplois sont moins exposés aux crises et à la concurrence internationale que, par exemple, les emplois industriels. Il est toutefois soumis aux orientations budgétaires nationales dans un contexte de contraction de l'emploi public sur le long terme et de renouvellement partiel de départs à la retraite.

Entre les deux derniers recensements de la population, **l'emploi tertiaire non marchand diminue** dans le CLPE. La baisse enregistrée est, en outre, plus soutenue qu'en région. **L'Administration publique et la Santé contribuent fortement à cette diminution.** Une baisse plus modérée est mesurée dans l'Hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement. En revanche, l'emploi est orienté à la hausse dans l'Enseignement.

La proportion d'emplois dans le secteur tertiaire marchand est inférieure à la moyenne régionale (commerce, transport-entreposage, hôtellerie-restauration...). Les secteurs tertiaires marchands qui emploient le plus d'actifs sont le Commerce, les Activités de services administratifs et de soutien (dont l'intérim, en particulier pour l'industrie), le Transport-entreposage, les Activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques (dont des bureaux d'études au service de l'industrie) et l'Hébergement-restauration. Ceux davantage présents dans le territoire qu'en BFC sont les Activités de services administratifs et de soutien (dont l'intérim, en particulier pour l'industrie) et les Activités des ménages en tant qu'employeurs... L'emploi touristique est également plus développé qu'en moyenne régionale. Le territoire s'appuie sur l'attrait touristique de la ville d'Autun (cité gallo-romaine et médiévale), le tourisme patrimonial ou encore le tourisme vert principalement autour du PNR du Morvan (Morvan des sommets, Morvan des lacs et rivières...). La proportion de résidences secondaires est, par ailleurs, particulièrement élevée dans la Cc du Grand Autunois Morvan.



L'emploi tertiaire marchand augmente légèrement entre les deux derniers recensements. Moins favorable qu'à l'échelon régional, cette progression se vérifie dans les Activités des ménages en tant qu'employeurs..., les Activités de services administratifs et de soutien, les Activités immobilières et le Commerce. En revanche, des baisses sont relevées dans les Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques, les Activités financières et d'assurance, l'Hébergement-restauration, les Arts, spectacles et activités récréatives, les Activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques et le Transport-entreposage.



Agriculture



Industrie



Tertiaire marchand



Tertiaire non marchand

La proportion d'emplois dans l'agriculture et la sylviculture est proche de celle mesurée en région. La Cc du Grand Autunois Morvan est davantage concernée par ces secteurs d'activité que la CUCM. Le territoire est historiquement spécialisé dans **l'élevage bovin** avec l'AOP Bœuf de Charolles. La filière viande bovine est en souffrance en raison du prix de la viande fixé en aval par la grande distribution qui engendre de faibles revenus pour les éleveurs et de la baisse de consommation de viande. En outre, les reprises d'exploitations sont fréquemment difficiles dans un contexte de fort vieillissement des exploitants agricoles. L'exposition aux changements climatiques, aux sécheresses notamment, s'ajoute à ces difficultés au même titre que la crise sanitaire bovine actuelle.

La filière bois est une autre particularité du territoire avec la présence de forêts publiques et privées qui a facilité le développement de l'emploi et d'entreprises de cette filière, en particulier dans le PNR du Morvan. Comme l'élevage bovin, l'exploitation forestière est exposée aux conséquences du changement climatique et aux crises sanitaires. En outre, la filière doit faire face à d'importantes difficultés de recrutement liées au déficit d'attractivité des formations et des métiers de la forêt.

Sur le long terme, l'emploi agricole et forestier diminue malgré la hausse du salariat. Plus récemment, soit entre les deux derniers recensements de la population, il se stabilise alors qu'il baisse à l'échelon régional.

Un territoire impacté par les enjeux de la transition écologique

La structure de l'emploi du territoire met le climat et la transition écologique au centre des préoccupations. En effet, le secteur agriculture-sylviculture est particulièrement exposé aux changements climatiques en raison des sécheresses de plus en plus fréquentes ou encore de la concentration de fortes précipitations qui pèsent sur la qualité des productions. L'évolution des attentes sociétales, la baisse de la consommation de viande en particulier, l'orientation de l'agriculture et de la sylviculture vers des pratiques plus durables et plus respectueuses de la nature impactent également le secteur.

L'industrie est aussi concernée au regard de l'enjeu écologique de décarbonation des processus de production et de la hausse du coût de l'énergie.

Enfin, les mobilités domicile-travail et la forte dépendance à la voiture posent la question de la transition vers une mobilité moins émettrice de carbone.

La part d'emplois de la construction (le bâtiment et les travaux publics principalement) dans le territoire est également proche de celle enregistrée en Bfc. Comme en région, ce secteur affiche une hausse de l'emploi entre les deux derniers recensements de la population.

Au final, tous secteurs d'activité confondus, l'emploi diminue dans le territoire du CLPE d'Autun entre les deux derniers recensements, contre une augmentation en Bfc.



En savoir plus...

SOURCES UTILISÉES POUR ANALYSER L'EMPLOI

- **Le Recensement de la population (Rp) de l'INSEE pour l'emploi total** (pages 4 à 7)
Le Rp de l'INSEE permet de réaliser **une analyse structurelle de l'emploi**.

C'est la seule source de données permettant d'observer l'emploi total au lieu de travail : emploi privé, public, salarié, non salarié. Le recensement est le résultat d'un sondage de la population sur 5 ans (exemple : de 2020 à 2024 pour le Rp millésimé 2022).

- **Les données URSSAF pour l'emploi salarié privé** (ci-dessous)
Les données URSSAF sont plus récentes mais moins complètes que celles issues du Rp de l'INSEE. Elles permettent de **compléter l'analyse par des informations plus conjoncturelles**.

Elles couvrent l'ensemble des entreprises employeuses du secteur concurrentiel cotisant aux URSSAF.

Elles n'incluent donc pas :

- les établissements du secteur public,
- les établissements relevant du régime agricole (suivis par la MSA),
- les particuliers employeurs,
- les actifs non salariés (chefs d'entreprise, indépendants, etc.)

L'emploi progresse t-il ?



Une baisse de l'emploi salarié privé sur le long terme...

Une diminution de l'emploi salarié privé est observée entre 2014 et 2025 dans le CLPE contre une progression au niveau régional. **La baisse de l'emploi sur le long terme fait partie des facteurs explicatifs du déclin démographique du territoire**, en particulier du nombre important de départs et du déficit d'attractivité résidentielle (voir page 3).

Sur le court terme (3^e trimestre 2024-3^e trimestre 2025), l'emploi salarié privé est stable dans le territoire du CLPE alors qu'il baisse en Bfc. Cette stabilité se vérifie dans les services (hors commerce). Une légère hausse est observée dans l'industrie et la construction. Les activités de Forge, estampage, matriçage, métallurgie des poudres, de Centres d'appels, de Restauration de type rapide ou encore de Nettoyage courant des bâtiments sont concernées par cette évolution positive. En revanche, une baisse de l'emploi salarié privé est constatée dans le commerce. Elle concerne aussi les Activités des agences de travail temporaire, l'Aide à domicile, la Fabrication de matériel de lavage et de manutention, les Activités des agences de publicité, les Hypermarchés, etc.

La situation est plus favorable pour l'emploi intérimaire au regard de la hausse mesurée entre le 3^e trimestre 2024 et le 3^e trimestre 2025 à l'échelle du département de la Saône-et-Loire. La progression concerne les services (hors commerce) et la construction. À l'inverse, l'emploi intérimaire diminue dans l'industrie et le commerce au cours de cette période. Dans le CLPE, l'industrie concentre près de 6 emplois intérimaires sur 10 et plus de 8 sur 10 sont exercés par des ouvriers.

À l'inverse, **le nombre de déclarations préalables à l'embauche enregistrées dans le CLPE par l'URSSAF, entre janvier 2025 et décembre 2025, est orienté à la baisse**. Plus marquée qu'en moyenne régionale, la diminution touche plus fortement les hommes et les jeunes. Elle concerne l'ensemble des secteurs d'activité, en particulier les services et le commerce.



En savoir plus...

Quelle évolution de la demande et de l'offre d'emploi ?



...une baisse de l'emploi salarié privé qui a des conséquences sur la demande et l'offre d'emploi

Récemment (décembre 2024 - décembre 2025), **le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A et ABC progresse dans le CLPE conformément à la tendance régionale**. Cette augmentation touche particulièrement les jeunes. Plus globalement, **les demandeurs d'emploi de catégories ABC du territoire sont plus "éloignés de l'emploi" qu'en moyenne régionale** : les proportions de chômeurs de longue durée, de bénéficiaires du RSA, de bénéficiaires de l'obligation d'emploi sont plus élevées et leur niveau de formation et de qualification est plus faible.

Le taux de chômage augmente également dans la zone d'emploi du Creusot-Montceau et demeure l'un des taux les plus élevés de la région au 3^e trimestre 2025. Dans la zone d'emploi d'Autun, le taux de chômage est stable sur un an et demeure légèrement supérieur au taux régional.

En outre, **le nombre d'offres d'emploi enregistrées par France Travail diminue sur un an plus fortement qu'à l'échelon régional** (janvier 2025 - décembre 2025). La baisse touche les secteurs de l'industrie, des services (hors commerce) et de la construction contre une hausse dans le commerce. La proportion d'emplois durables parmi les offres d'emploi est, par ailleurs, plus élevée dans le CLPE qu'en région.



En savoir plus...

Quelle offre de formation accessible ? Est-elle cohérente avec la structure de l'emploi local ?



Une offre de formation en lien avec le caractère industriel du territoire

L'offre de formation initiale

Dans le CLPE d'Autun, **l'offre de formation initiale** s'articule, d'une part, autour de huit lycées : cinq lycées généraux, technologiques ou polyvalents (trois à Autun, un à Montceau-les-Mines et un au Creusot), deux lycées professionnels (un à Montceau-les-Mines et un à Blanzay) et un lycée agricole à Étang-sur-Arroux et, d'autre part, autour de 25 établissements proposant des formations en apprentissage (onze au Creusot, six à Montceau-les-Mines, trois à Autun, deux à Étang-sur-Arroux, un à Blanzay, un à Gourdon, un à Saint-Eusèbe).

L'offre de formation dans l'enseignement supérieur² est donc principalement structurée autour des lycées, des CFA, de l'Université, du Campus Mecateam, de l'École supérieure d'ingénieurs en matériaux et informatique-électronique (ESIREM) et d'un Institut de formation en soins infirmiers (Ifsi). Elle peut se révéler **parfois trop spécifique et relativement restreinte comparée à d'autres territoires, ce qui entraîne des départs de jeunes**. Ainsi, pour la zone d'emploi du Creusot-Montceau, près des trois quarts des néo-bacheliers quittent le territoire en entrant dans l'enseignement supérieur. Pour la zone d'emploi d'Autun, c'est la quasi-totalité d'entre eux (contre 58 % en moyenne nationale, échelle des zones d'emploi, Parcoursup 2022). L'offre de formation est, par ailleurs, moins dense au nord et à l'ouest du territoire ce qui peut engendrer **des difficultés de mobilité pour accéder à la formation**.

L'offre de formation initiale existante au sein du territoire du CLPE reflète, pour partie, les caractéristiques de l'emploi local³.

Sous statut d'élève, la spécificité industrielle du territoire apparaît via les Spécialités pluriscientifiques (du Bac au Bac+3, dont BUT génie électrique et informatique industrielle parcours automatisme et informatique et parcours électricité et maîtrise de l'énergie), les Technologies industrielles fondamentales (CAP, Bac, Bac+5, dont Bac techno STI2D, Master mention traitement du signal et des images), les Technologies de commandes des transformations industrielles (CAP, Bac+2 et Bac+3, dont BUT génie mécanique et productique parcours conception et production durables, parcours innovation pour l'industrie, parcours chargé d'affaires industrielles), l'Énergie, génie climatique (Bac et Bac+2, dont Bac pro maintenance et efficacité énergétique, Bac pro techniques d'interventions sur installations nucléaires), le Textile (Bac et Bac+3, dont Bac pro métiers de la couture et de la confection, Diplôme national des métiers d'art et du design - DN MADE - mention objet art de l'assise), les Spécialités pluritechnologiques mécanique-électricité (Bac et Bac+2, dont Bac pro maintenance des systèmes de production connectés, BTS environnement nucléaire), et Structures métalliques (CAP à Bac+2, dont CAP réalisations industrielles en chaudronnerie ou soudage, CAP métallier, Bac pro technicien en chaudronnerie, BTS conception et réalisation en chaudronnerie).

Des formations menant à des métiers de l'agriculture et de la sylviculture sont aussi recensées sur le territoire via les spécialités Forêts, espaces naturels, faune sauvage, pêche (CAP et Bac, BPA travaux forestiers spécialité travaux de sylviculture et Bac pro forêt) et Aménagement paysager (CAP et Bac, dont Bac pro gestion des milieux naturels et de la faune).

Enfin, **les spécialités plurivalentes sanitaires et sociales** (CAP et Bac, dont CAP agent accompagnant au grand âge, Bac pro métiers de l'accueil, Bac pro accompagnement, soins et services à la personne) sont enseignées et font écho à une autre spécificité du territoire.

D'autres spécialités de formation sont également dispensées :

- Travail du bois et de l'ameublement (CAP au Bac+2),
- Commerce, vente (CAP, Bac et Bac+3),
- Santé (CAP, Bac et Bac+3),
- Animation sportive, culturelle et de loisirs (Bac+3),
- Coiffure, esthétique et autres spécialités des services aux personnes (CAP et Bac),
- Spécialités plurivalentes des échanges et de la gestion (du CAP au Bac+3), etc.

² Offre de formation dans l'enseignement supérieur détaillée disponible page 19.

³ **Avertissement**

La relation formation-emploi n'est pas toujours directe et linéaire. Une personne sortant de formation n'exercera pas nécessairement le métier en lien avec la formation suivie et ne s'insérera pas obligatoirement dans le secteur d'activité attendu. En outre, une proportion de sortants formés sur le territoire est susceptible de le quitter pour poursuivre leur parcours professionnel.

En apprentissage, des formations industrielles sont également accessibles avec les spécialités Énergie, génie climatique (du CAP au Bac+3, dont CAP monteur en installations thermiques, Bac pro techniques d'interventions sur installations nucléaires, Licence pro mention maintenance des systèmes industriels, de production et d'énergie), Mécanique générale et de précision, usinage (CAP et Bac, dont Certificat de spécialisation maintenance des installations oléohydrauliques et pneumatiques), Métallurgie (Bac+5, Titre d'ingénieur ESIREM - spécialité matériaux), Spécialités pluriscientifiques (Bac+3, BUT spécialité génie électrique et informatique industrielle, parcours automatisme et informatique industrielle, parcours électricité et maîtrise de l'énergie), les Spécialités pluritechnologiques mécanique-électricité (du CAP au Bac+2, dont Titre pro technicien de maintenance industrielle, Bac pro technicien en réalisation de produits mécaniques, BTS environnement nucléaire), les spécialités Structures métalliques (du CAP au Bac+2, dont Titre pro tuyauteur industriel, Titre pro soudeur, CAP métallier, Certificat de spécialisation technicien en soudage, Bac pro technicien en chaudronnerie, BTS conception et réalisation en chaudronnerie), Technologies de commandes des transformations industrielles (Bac+2 à Bac+5, dont BTS maintenance des systèmes, BUT spécialité génie mécanique et productique parcours innovation pour l'industrie, parcours chargé d'affaires industrielles, Titre d'ingénieur ESIREM - spécialité robotique industrielle), Technologies industrielles fondamentales (Bac+3, Licence pro conception et amélioration de processus et procédés industriels - parcours ingénierie numérique, Licence pro maintenance et conception hydrauliques) et Textile (Bac et Bac+3, Bac pro métiers de la couture et de la confection, DN MADE mention objet).

Des formations de l'agriculture et de la forêt sont également proposées en apprentissage avec les spécialités Forêts, espaces naturels, faune sauvage, pêche (Certificat de spécialisation techniques cynégétiques, Certificat de spécialisation arboriste élagueur, Bac pro forêt) et Aménagement paysager (Bac pro gestion des milieux naturels et de la faune).

Les spécificités tertiaires du territoire sont aussi prises en compte avec **les Spécialités plurivalentes sanitaires et sociales** (CAP et Bac, dont Bac pro accompagnement, soins et services à la personne, Bac pro métiers de l'accueil, CAP agent accompagnant au grand âge).

D'autres spécialités de formation sont également dispensées en apprentissage :

- Informatique, traitement de l'information, réseaux de transmission des données (du Bac à Bac+5),
- Travail du bois et de l'ameublement (du CAP au Bac+2),
- Bâtiment : construction et couverture (CAP et Bac),
- Bâtiment : finitions (CAP à Bac+2),
- Accueil, hôtellerie, tourisme (CAP),
- Animation culturelle, sportive et de loisirs (niveaux CAP et Bac),
- Commerce, vente (CAP à Bac+5),
- Santé (Bac), etc.



L'offre de formation pour les demandeurs d'emploi

L'offre de formation continue, financée sur fonds publics et destinée aux demandeurs d'emploi, inclut, dans le CLPE d'Autun, des formations sans niveau spécifique et des formations certifiantes du niveau CAP au niveau Bac+3.

Les publics peuvent bénéficier de **formations en amont de la qualification** via des plateformes DAQ à Autun, au Creusot et à Montceau-les-Mines, des formations linguistiques (FLE à Autun, Torcy, Montceau-les-Mines et au Creusot, Action illettrisme à Autun, Montceau-les-Mines et au Creusot, Parcours linguistique OFII à Autun et Montceau-les-Mines) ou encore l'École des parents (OEPRE à Autun, au Creusot et à Montceau-les-Mines). Ces dispositifs ont pour objectifs de construire un projet professionnel, de remobiliser ou d'acquérir des compétences complémentaires préalables à un parcours qualifiant ou à une insertion professionnelle.

Parmi les formations certifiantes, les niveaux CAP et Bac sont les plus fréquents car l'offre de formation est construite pour répondre prioritairement aux besoins de qualification des publics les moins qualifiés et les plus fragiles.

Les spécialités de formation en lien avec la structure de l'emploi local sont à nouveau présentes :

- Niveau CAP :

Structures métalliques (Titre pro tuyauteur industriel à Montceau-les-Mines et Titre soudeur industriel au Creusot),

Forêts, espaces naturels, faune sauvage, pêche (BPA bûcheron spécialité sylviculture, pépinières à Étang-sur-Arroux),

Spécialités plurivalentes sanitaires et sociales (Diplôme d'État d'accompagnant éducatif et social à Montceau-les-Mines et Titre pro agent de service médico-social à Autun).

- Niveau Bac :

Spécialités pluritechnologiques mécanique-électricité (Titre pro technicien de maintenance industrielle à Montceau-les-Mines),

Forêts, espaces naturels, faune sauvage, pêche (BP responsable de chantiers de bûcheronnage manuel et de sylviculture, Certificat de spécialisation arboriste élagueur à Étang-sur-Arroux).

D'autres spécialités de formation sont également proposées : Accueil, hôtellerie, tourisme (niveau CAP à Montceau-les-Mines), Animation culturelle, sportive et de loisirs (CAP et Bac au Creusot), Bâtiment : finitions (CAP à Montceau-les-Mines), Commerce, vente (Bac à Montcenis), Santé (Bac et Bac+3 à Montceau-les-Mines), Transport, manutention, magasinage (CAP à Autun et Montceau-les-Mines et Bac à Autun), etc.



En savoir plus...

Quels niveaux de formation et de qualification ?



De plus faibles niveaux de formation et de qualification qu'en région

L'offre de formation existante peut influencer sur le niveau de formation de la population du territoire. **Ce dernier est plus faible qu'en région tant pour la population dans son ensemble que, plus spécifiquement, pour les jeunes.** Les proportions de personnes non diplômées, de niveau CAP ou de niveau Bac sont plus élevées dans le CLPE qu'à l'échelon régional alors que celles de diplômées de l'enseignement supérieur sont plus faibles. Les besoins de l'économie locale, en termes de niveau de qualification attendu, expliquent aussi ce niveau de formation inférieur à la moyenne régionale.

En effet, **le niveau de qualification des actifs en emploi, en lien avec la structure locale de l'emploi, est plus faible dans le CLPE qu'en Bfc.** Le territoire affiche une plus faible proportion de cadres et professions intellectuelles supérieures. En revanche, les parts d'employés, d'ouvriers notamment qualifiés ou non qualifiés de l'industrie, sont plus élevées dans le CLPE.

Une élévation du niveau de qualification des actifs en emploi du territoire est toutefois observée entre les deux derniers recensements de la population. Le nombre de cadres et de professions intellectuelles supérieures (en particulier les ingénieurs et cadres techniques d'entreprise et les cadres administratifs et commerciaux d'entreprise), de contremaîtres, d'agents de maîtrise, de professions intermédiaires de la santé et du travail social augmente. À l'inverse, le nombre d'ouvriers non qualifiés diminue.

Ce constat de plus faibles niveaux de formation et qualification se vérifie parmi les demandeurs d'emploi du territoire.

Ces plus faibles niveaux de qualification et de formation **fragilisent les actifs en cas de perte d'emploi car ils rendent plus complexes les reconversions vers d'autres métiers qui nécessitent, le plus souvent, des qualifications de niveau supérieur.**



En savoir plus...

Quel niveau de précarité sur le territoire ?



Des situations de précarité plus soutenues qu'en région

Le niveau de vie de la population du CLPE d'Autun est inférieur à la moyenne régionale. Cette situation se vérifie dans les deux EPCI du territoire. Les destructions d'emplois sur le long terme, notamment dans l'industrie et, le plus faible niveau de qualification des emplois proposés sur le territoire, expliquent, pour partie, cet écart.

En outre, **le taux de pauvreté relevé dans le CLPE est supérieur au taux régional.** Il est particulièrement élevé dans la Cc rurale du Grand Autunois Morvan. **La précarité en milieu rural** est fréquemment moins visible qu'en milieu urbain, notamment en raison de l'habitat couramment dispersé. En revanche, elle est souvent plus durable car les opportunités de retour à l'emploi et d'accès à la formation sont plus limitées. En effet, l'emploi et l'offre de formation sont, la plupart du temps, concentrés dans les territoires urbains. La population se heurte alors à des difficultés de mobilité.

La précarité est également présente dans les territoires urbains du CLPE avec une proportion de population vivant en Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) légèrement supérieure à la valeur régionale. Six QPV sont présents sur ce territoire.

D'autres indicateurs soulignent l'importance des situations de précarité présentes dans le territoire du CLPE :

- une plus forte proportion de chômeurs de longue durée qu'en région,
- des proportions de bénéficiaires du RSA et de bénéficiaires de l'obligation d'emploi, parmi les demandeurs d'emploi de catégories ABC, plus importantes qu'à l'échelle régionale,
- le très fort taux de chômage mesuré dans la zone d'emploi du Creusot-Montceau,
- des parts plus conséquentes de non diplômés et de jeunes non diplômés qu'en région,
- une plus grande proportion de Jeunes inactifs ou chômeurs (Jic) qu'en BFC,
- des facteurs de risque d'illettrisme élevés.



En savoir plus...



Forces / Faiblesses



- Le territoire est-il attractif ?
Un territoire globalement peu attractif



- Le territoire est-il impacté par le vieillissement général de la population ?
Un fort enjeu lié au vieillissement de la population et à l'accompagnement de la dépendance



- Quelle structure de l'emploi ? Quelles spécificités ?
Un territoire davantage industriel qu'en région



- L'emploi progresse-t-il ?
Une baisse de l'emploi salarié privé sur le long terme...



- Quelle évolution de la demande et de l'offre d'emploi ?
...une baisse de l'emploi salarié privé qui a des conséquences sur la demande et l'offre d'emploi



- Quelle offre de formation accessible ?
Est-elle cohérente avec la structure de l'emploi local ?
Une offre de formation en lien avec le caractère industriel du territoire



- Quels niveaux de formation et de qualification ?
De plus faibles niveaux de formation et de qualification qu'en région



- Quel niveau de précarité sur le territoire ?
Des situations de précarité plus soutenues qu'en région



Forces



Le territoire est-il attractif ?



Le territoire est-il impacté par le vieillissement général de la population ?



Faiblesses

- Densité de population supérieure à la moyenne régionale (63 habitants/km² contre 59 habitants/km²).
- Un EPCI urbain : Communauté urbaine Creusot Montceau (CUCM, 122 habitants/km²).
- Un EPCI rural : Communauté de communes (Cc) du Grand Autunois Morvan (28 habitants/km²).
- Rôle structurant de la CUCM : près des trois quarts des habitants du CLPE.

- Route Centre-Europe-Atlantique (RCEA, 2X2 voies).
- Gare Le Creusot TGV (ligne Paris - Lyon).
- Proximité de Chalon-sur-Saône.
- Ouest du territoire dans le Parc naturel régional (PNR) du Morvan.

- Mouvements migratoires positifs dans la Cc du Grand Autunois Morvan, synonymes d'attractivité résidentielle.



- Partie la moins dynamique du département (population, emploi).



- Parmi les plus fortes baisses de population des CLPE de la région entre les deux derniers recensements de la population (2016 et 2022). Tendances qui se vérifient dans les deux EPCI composant le CLPE.
- Baisse due aux mouvements naturels largement négatifs.
- Mouvements migratoires également négatifs dans le CLPE, mais de manière moins soutenue. Un déficit d'attractivité résidentielle notamment dans la CUCM.

- Population plus âgée qu'en moyenne régionale.
- Vieillesse de la population. Vieillesse qui concerne également la population active, dont les actifs en emploi, et qui devrait perdurer.
- Enjeu de vieillissement-accompagnement de la dépendance : accès aux services et aux équipements des personnes âgées, des besoins d'emplois dans la santé et les services à domicile.
- Accès aux équipements difficile au nord et à l'ouest du CLPE (équipements des gammes de proximité, intermédiaire et supérieure).

- Mobilité domicile-travail limitée : 16 % des actifs du CLPE travaillent à l'extérieur.
- Des actifs peu mobiles ou un nombre d'emplois suffisant localement ?
- Principaux lieux de travail des "sortants" : CLPE de Chalon-sur-Saône, de Charolles, région Auvergne Rhône-Alpes, CLPE de Beaune, Région Île-de-France, CLPE de Mâcon et CLPE de Dijon Métropole.

- Attractivité économique limitée : 14 % des emplois dans le CLPE sont occupés par des actifs qui résident à l'extérieur.
- Principaux lieux de résidence des "entrants" : CLPE de Chalon-sur-Saône, de Charolles, de Beaune, région Auvergne Rhône-Alpes.

- Solde de navetteurs négatif au final.

- Forte dépendance à la voiture pour se rendre au travail, notamment parmi les actifs résidant dans la CUCM.



Forces

Quelle structure de l'emploi ? Quelles spécificités ?



Faiblesses

- Proportion d'emplois dans **l'industrie** supérieure à la moyenne régionale.

- Savoir-faire industriel historique en particulier dans la filière ferroviaire, le nucléaire, la métallurgie, la filière automobile, le textile... Caractéristique qui concerne particulièrement la CUCM, à l'exception du textile dont l'activité se localise dans la Cc du Grand Autunois Morvan.

- Secteurs industriels les plus employeurs dans le CLPE :

Métallurgie et fabrication de produits métalliques,
Fabrication de matériels de transport,
Plasturgie,
Fabrication de machines et équipements,
Autres industries manufacturières, réparation et installation de machines et d'équipements,
Fabrication de textiles, industries de l'habillement, industrie du cuir et de la chaussure,
Industries agroalimentaires.

- Secteurs industriels les plus spécifiques du territoire :
Fabrication de textiles, industries de l'habillement, industrie du cuir et de la chaussure,
Fabrication de machines et équipements,
Métallurgie et fabrication de produits métalliques,
Plasturgie,
Fabrication de matériels de transport,
Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution,
Autres industries manufacturières, réparation et installation de machines et d'équipements.

- Un cluster ferroviaire Mecateamcluster, spécialisé dans la maintenance ferroviaire.

- Dynamisme de la filière nucléaire en Saône-et-Loire.
- Pôle de compétitivité Nuclear Valley.
- Proximité de Chalon-sur-Saône.

- CLPE au sein du Territoire d'industrie Bourgogne Industrie et à proximité du Territoire d'industrie du Grand Chalon (accompagnement à la réindustrialisation du territoire).

- Hausse toutefois de l'emploi dans les secteurs :
Fabrication de matériels de transport,
Fabrication d'équipements électriques,
Plasturgie,
Fabrication d'équipements électriques,
Autres industries manufacturières, réparation et installation de machines et d'équipements,
Métallurgie et fabrication de produits métalliques.

- Effets structurels négatifs :

- spécialisation dans des secteurs exposés à la concurrence internationale,
- concentration de l'emploi dans un nombre limité d'établissements, dont des établissements étrangers,
- éloignement des très grandes métropoles,
- conséquences de la très forte désindustrialisation sur le long terme, recul structurel de l'emploi industriel sur le long terme.

- Des difficultés de recrutement structurelles car :
déficit d'attractivité des formations et des métiers industriels et manque d'attractivité du territoire.

- Hausse du coût de l'énergie
- Enjeu écologique de décarbonation des processus de production industrielle.

- ➔ - Forte attractivité des grandes entreprises du nucléaire qui peut pénaliser d'autres employeurs industriels du territoire notamment des PME (une charte pour réguler les pratiques de recrutement entre acteurs d'un même bassin industriel existe pour limiter cette difficulté).

- ◀ - Baisse de l'emploi industriel entre les deux derniers recensements de la population, baisse proche de celle mesurée en région. Une diminution qui se vérifie dans les secteurs :
Fabrication de machines et équipements,
Industries agroalimentaires,
Fabrication de textiles, industries de l'habillement, industrie du cuir et de la chaussure,
Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution.



Forces

Quelle structure de l'emploi ? Quelles spécificités ? (suite)



Faiblesses

- Proportion d'emplois dans **le secteur tertiaire non marchand** proche du niveau régional.

- Spécificité sectorielle du territoire : Hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement.
- Des emplois moins exposés aux crises et à la concurrence internationale.

- En revanche, hausse de l'emploi dans le secteur de l'Enseignement.

- Secteurs spécifiques au territoire : Activités de services administratifs et de soutien (dont l'intérim, en particulier pour l'industrie), Activités des ménages en tant qu'employeurs...

- Secteur tertiaire marchand en légère hausse entre les deux derniers recensements, augmentation moins forte que celle mesurée en région.

- Tendance qui se vérifie dans les secteurs : Activités des ménages en tant qu'employeurs..., Activités de services administratifs et de soutien (dont l'intérim, en particulier pour l'industrie), Activités immobilières, Commerce.

- Proportion d'emploi dans **le secteur agriculture-sylviculture** proche de celle relevée en BFC. CC du Grand Autunois Morvan davantage concernée que la CUCM.

- Territoire d'élevage bovin (AOP Bœuf de Charolles).
- Filière bois : une partie du territoire couverte par le PNR du Morvan. Présence de forêts publiques et privées qui a facilité le développement de l'emploi et d'entreprises de cette filière. ONF (Office National des Forêts) basé à Autun.

- Stabilité de l'emploi agricole et forestier entre les deux derniers recensements de la population contre une baisse à l'échelon régional.

➔ - Secteur soumis aux orientations budgétaires nationales : contraction de l'emploi public sur le long terme et renouvellement partiel de départs à la retraite.

◀ - Baisse globale de l'emploi tertiaire non marchand entre les deux derniers recensements, baisse plus soutenue qu'en BFC. Fortes diminutions dans l'Administration publique et la Santé. Baisse plus modérée dans l'Hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement.

- Proportion d'emplois dans **le secteur tertiaire marchand** inférieure à la moyenne régionale (commerce, transport-entrepotage, hôtellerie-restauration...).

- Secteurs tertiaires marchands les plus employeurs : Commerce, Activités de services administratifs et de soutien (dont l'intérim, en particulier pour l'industrie), Transport-entrepotage, Autres activités de services, Activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques (dont des bureaux d'études au service de l'industrie), Hébergement-restauration.

➔ - En revanche, des baisses mesurées dans les secteurs : Autres activités de services, Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques, Activités financières et d'assurance, Hébergement-restauration, Arts, spectacles et activités récréatives, Activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques (dont des bureaux d'études au service de l'industrie), Transport-entrepotage.

➔ - Filière viande bovine en souffrance : faibles revenus des agriculteurs, prix de la viande fixé en aval par la grande distribution, baisse de la consommation de viande.

- Fort vieillissement des exploitants agricoles et faible taux de remplacement.
- Exposition aux crises sanitaires (pour l'élevage bovin et l'exploitation forestière).
- Exposition aux changements climatiques, aux sécheresses et à la concentration de fortes précipitations notamment.

- Baisse structurelle de l'emploi agricole sur le long terme (à l'exception du salariat).



Forces

Quelle structure de l'emploi ? Quelles spécificités ? (suite)



Faiblesses

- Proportion d'emploi dans **le secteur de la construction** (bâtiment et travaux publics principalement) proche du niveau régional.
- Comme en région, hausse de l'emploi dans la construction entre les deux derniers recensements.

- **Potentiel touristique** : attrait touristique de la ville d'Autun (cité gallo-romaine et médiévale, réseau national Ville d'art et d'histoire), tourisme patrimonial, PNR du Morvan (Morvan des sommets, Morvan des lacs et rivières...), etc.
- Emploi touristique plus développé qu'en région et forte proportion de résidences secondaires dans la Cc du Grand Autunois Morvan.

- Baisse de l'emploi **tous secteurs d'activité confondus** entre les deux derniers recensements contre une hausse en BFC.

- ➔ - Tourisme confidentiel, durée des séjours.



Forces

L'emploi progresse-t-il ?

(Données URSSAF : emploi salarié privé hors emploi agricole, public et non salarié)



Faiblesses

- Stabilité de l'emploi salarié privé sur le court terme (3^e trimestre 2024-3^e trimestre 2025), contre une baisse en BFC.
- Une stabilité qui se vérifie dans les services (hors commerce).
- Une légère hausse dans l'industrie et la construction.

- Des hausses dans les activités :
Forge, estampage, matriçage, métallurgie des poudres,
Activités de centres d'appels,
Restauration de type rapide,
Nettoyage courant des bâtiments, etc.

- Hausse de l'emploi intérimaire en Saône-et-Loire, contre une baisse en région (3^e trimestre 2024-3^e trimestre 2025). Hausse notamment dans les services (hors commerce) et dans la construction. Dans le CLPE d'Autun : près de 6 emplois intérimaires sur 10 dans l'industrie, 82 % d'ouvriers.

- Sur le long terme (2014-2025), baisse de l'emploi salarié privé contre une progression en région.

- ➔ - En revanche, une diminution dans le commerce (3^e trimestre 2024-3^e trimestre 2025).

- ➔ - Des diminutions de l'emploi dans les activités :
Activités des agences de travail temporaire,
Aide à domicile,
Fabrication de matériel de levage et de manutention,
Activités des agences de publicité,
Hypermarchés, etc.

- ➔ - Baisse toutefois de l'emploi intérimaire dans l'industrie et le commerce.

- Diminution des déclarations d'embauche dans le CLPE plus forte qu'au niveau régional (déclarations préalables à l'embauche URSSAF, janvier 2025 - décembre 2025).
- Tendence qui touche plus fortement les hommes et les jeunes.
- Baisse dans l'ensemble des secteurs d'activité, en particulier dans les services et le commerce.



Forces

Quelle évolution de la demande et de l'offre d'emploi ?



Faiblesses



- Hausse toutefois des offres d'emploi enregistrées par France Travail dans le commerce (janvier 2025 - décembre 2025).
- Proportion d'emplois durables parmi les offres d'emploi enregistrées par France Travail plus forte qu'à l'échelle régionale.

- Enquête BMO (Besoins en main d'œuvre) 2025 de France Travail : 4 450 projets de recrutements dans le C.I.P.E.
57 % des projets dans les services (notamment dans la santé et les activités de services administratifs et de soutien), 14 % dans le commerce, 10 % dans l'industrie, 10 % dans l'agriculture, 9 % dans la construction.

- Taux de chômage dans la zone d'emploi du Creusot-Montceau parmi les plus élevés de la région (3^e trimestre 2025). En légère hausse sur un an.
- Taux de chômage dans la zone d'emploi d'Autun légèrement supérieur au taux régional (3^e trimestre 2025). Taux stable sur un an.

- Hausse du nombre de demandeurs d'emploi de catégories A et ABC sur un an (décembre 2024 - décembre 2025). Progression proche de celle mesurée en BFC. Hausse qui touche particulièrement les jeunes.
- 49 % de chômeurs de longue durée parmi les demandeurs d'emploi de catégories ABC. En hausse sur un an.
- Des demandeurs d'emploi de catégories ABC plus "éloignés de l'emploi" qu'en région : plus de chômeurs de longue durée, de bénéficiaires du RSA, de bénéficiaires de l'obligation d'emploi, un plus faible niveau de formation et de qualification.

- Forte baisse des offres d'emploi enregistrées par France Travail sur un an (janvier 2025 - décembre 2025), recul plus marqué qu'en région.
- Baisse dans les secteurs d'activité de l'industrie, des services (hors commerce) et de la construction.

- 52 % de projets jugés difficiles. Proportion toutefois moins forte qu'en BFC (58 %).



Forces

Quels niveaux de formation et de qualification ?



Faiblesses



- Hausse du niveau de qualification. Hausse du nombre de :
- cadres et de professions intellectuelles supérieures (ingénieurs et cadres techniques d'entreprise, cadres administratifs et commerciaux d'entreprise),
- contremaîtres, agents de maîtrise,
- professions intermédiaires de la santé et du travail social.
Parallèlement baisse du nombre d'ouvriers non qualifiés.

- Un niveau de formation de la population plus faible qu'en région (pour les 15-64 ans et les 15-29 ans) : davantage de non diplômés, de niveau CAP et de niveau Bac, moins de diplômés de l'enseignement supérieur.
- Situation liée, pour partie, aux besoins de l'économie locale et à l'offre de formation spécifique dans l'enseignement supérieur sur le territoire qui impose d'être mobile pour accéder à une offre de formation plus large. Cela entraîne des départs de jeunes qui ne reviennent pas nécessairement sur le territoire à la fin de leurs études.

- Un plus faible niveau de qualification des actifs en emploi en lien avec la structure locale de l'emploi : moins de cadres et professions intellectuelles supérieures, plus d'employés, d'ouvriers notamment qualifiés ou non qualifiés de l'industrie.

- Des demandeurs d'emploi de catégories ABC de plus faible niveau de formation et de qualification qu'en région.



Forces



Faiblesses

Quelle offre de formation accessible ? Est-elle cohérente avec la structure de l'emploi local ?

- 8 lycées dans le CLPE :
5 lycées généraux, technologiques ou polyvalents (3 à Autun, 1 Montceau-les-Mines et 1 au Creusot).
2 lycées professionnels (à Montceau-les-Mines et à Blanzay).
1 lycée agricole à Étang-sur-Arroux.

- 25 établissements proposant des formations en apprentissage (11 au Creusot, 6 à Montceau-les-Mines, 3 à Autun, 2 à Étang-sur-Arroux, 1 à Blanzay, 1 à Gourdon, 1 à Saint-Eusèbe).
4 lycées, CFA du bâtiment, CFA de l'industrie, CFPPA de la nature et de la forêt, MFR, IFSI, AFPA, Campus Mecateam, Université Bourgogne Europe : IUT du Creusot, Polytech, UFR droit et sciences économiques et politiques, ESIREM (École supérieure d'ingénieurs de recherche en matériaux), etc.

• Offre de formation dans l'enseignement supérieur :

- Sous statut d'élève :

Niveau Bac+2 : BTS électrotechnique, BTS services informatiques aux organisations, BTS environnement nucléaire, BTS support à l'action managériale, BTS conception et réalisation en chaudronnerie industrielle, BTS maintenance des systèmes, BTS développement et réalisation bois, BTS métiers des services à l'environnement, etc.

Niveau Bac+3 : BUT mesures physiques, BUT génie mécanique et productique, BUT génie électrique et informatique industrielle, Licence administration économique et sociale, Diplôme d'État d'infirmier, DN MADE mention objet art de l'assise : structure, matériaux souples et textile, Licence STAPS management du sport, entraînement sportif, éducation et motricité, activité physique adaptée et santé, etc.

Niveau Bac+5 : Diplôme d'ingénieur de l'École polytechnique universitaire spécialité robotique, Master mention traitement du signal et des images.

- En apprentissage :

Niveau Bac+2 : BTS conception et réalisation en chaudronnerie, BTS développement et réalisation bois, BTS électrotechnique, BTS environnement nucléaire, BTS métiers des services à l'environnement, BTS communication, BTS métiers de l'esthétique, Titre pro assistant RH, Titre pro conseiller en insertion professionnelle, Titre pro formateur professionnel d'adultes, Titre pro gestionnaire de paie, etc.

Niveau Bac+3 : BUT génie électrique et informatique industrielle, BUT génie mécanique et productique, BUT mesures physiques, BUT techniques de commercialisation, DN MADE mention objet, Licence pro maintenance et conception hydrauliques, Licence pro maintenance des systèmes industriels, de production et d'énergie, Licence pro métiers de la GRH, Licence pro métiers de l'industrie, Bachelor administrateur systèmes, réseaux et sécurité, etc.

Niveau Bac+5 : Titre ingénieur ESIREM - spécialité informatique et électronique, spécialité matériaux, spécialité robotique industrielle, Master manager de la communication marketing intégrée, Master manager en RH.

→ • Quel avenir pour les établissements scolaires au regard des perspectives de fort vieillissement et de baisse de la population ?

→ • Une offre de formation dans l'enseignement supérieur spécifique et restreinte comparée à d'autres territoires qui entraîne des départs :

Pour la zone d'emploi du Creusot-Montceau : près des trois quarts des néo-bacheliers quittent le territoire en entrant dans l'enseignement supérieur. Pour la zone d'emploi d'Autun, c'est la quasi-totalité d'entre eux (contre 58 % en moyenne nationale, échelle des zones d'emploi, Parcoursup 2022).

• Mobilité nécessaire pour accéder à la formation au nord et à l'ouest du CLPE.



Forces

Quelle offre de formation accessible ? Est-elle cohérente avec la structure de l'emploi local ?

(suite)



Faiblesses

• **Offre de formation initiale sous statut d'élève** : les caractéristiques de la structure de l'emploi local apparaissent à travers les spécialités de formation suivantes :

Industrie

- Spécialités pluri-scientifiques (du Bac au Bac+3, dont BUT génie électrique et informatique industrielle parcours automatisme et informatique industrielle et parcours électricité et maîtrise de l'énergie).
- Technologies industrielles fondamentales (CAP, Bac, Bac+5, dont Bac techno STI2D sciences et technologies de l'industrie et du développement durable, Master mention traitement du signal et des images).
- Technologies de commandes des transformations industrielles (CAP et Bac+2 et Bac+3, dont BTS maintenance des systèmes, BUT génie mécanique et productique parcours conception et production durables, parcours innovation pour l'industrie, parcours chargé d'affaires industrielles).
- Énergie, génie climatique (Bac et Bac+2, dont Bac pro maintenance et efficacité énergétique, Bac pro techniques d'interventions sur installations nucléaires).
- Textile (Bac et Bac+3, dont Bac pro métiers de la couture et de la confection, Bac pro artisanat et métiers d'art option tapissier d'ameublement, DN MADE mention objet art de l'assise : structure, matériaux souples et textile).
- Spécialités pluritechnologiques mécanique-électricité (Bac et Bac+2, dont Bac pro Maintenance des systèmes de production connectés, BTS Environnement nucléaire).
- Structures métalliques (CAP à Bac+2, dont CAP réalisations industrielles en chaudronnerie ou soudage, CAP métallier, Bac pro technicien en chaudronnerie industrielle, BTS conception et réalisation en chaudronnerie industrielle).

Agriculture-Forêt

- Forêts, espaces naturels, faune sauvage, pêche (CAP et Bac, BPA travaux forestiers spécialité travaux de sylviculture et Bac pro forêt).
- Aménagement paysager (CAP et Bac, dont Bac pro gestion des milieux naturels et de la faune).

Spécialités plurivalentes sanitaires et sociales (CAP et Bac, dont CAP agent accompagnant au grand âge, Bac pro métiers de l'accueil, Bac pro accompagnement, soins et services à la personne).

D'autres spécialités de formation sont également dispensées : Travail du bois et de l'ameublement (CAP au Bac+2), Commerce, vente (CAP, Bac et Bac+3), Santé (CAP, Bac et Bac+3), Animation sportive, culturelle et de Loisirs (Bac+3), Coiffure, esthétique et autres spécialités des services aux personnes (CAP et Bac), Spécialités plurivalentes des échanges et de la gestion (du CAP au Bac+3), etc.

• **Offre de formation initiale en apprentissage** : les caractéristiques de la structure de l'emploi local apparaissent à travers les spécialités de formation suivantes :

Industrie

- Énergie, génie climatique (du CAP au Bac+3, dont CAP monteur en installations thermiques, Bac pro techniques d'interventions sur installations nucléaires, Bac pro maintenance et efficacité énergétique, Licence pro mention maintenance des systèmes industriels, de production et d'énergie).

Quelle offre de formation accessible ? Est-elle cohérente avec la structure de l'emploi local ?

(suite)



Forces



Faiblesses

- Mécanique générale et de précision, usinage (CAP et Bac, Titre opérateur-régulateur sur machine-outil à commande numérique par enlèvement de matière et Certificat de spécialisation maintenance des installations oléohydrauliques et pneumatiques).
- Métallurgie (Bac+5, Titre ingénieur ESIREM - spécialité matériaux).
- Spécialités pluri-scientifiques (Bac+3, BUT spécialité génie électrique et informatique industrielle, parcours automatisme et informatique industrielle, parcours électricité et maîtrise de l'énergie).
- Spécialités pluritechnologiques mécanique-électricité (du CAP au Bac+2, dont Titre opérateur en maintenance industrielle, Titre pro technicien de maintenance industrielle, Bac pro technicien en réalisation de produits mécaniques, BTS environnement nucléaire).
- Structures métalliques (du CAP au Bac+2, dont Titre pro tuyauteur industriel, Titre pro soudeur, CAP métallier, Certificat de spécialisation technicien en soudage, Bac pro technicien en chaudronnerie, BTS conception et réalisation en chaudronnerie).
- Technologies de commandes des transformations industrielles (Bac+2 à Bac+5, dont BTS maintenance des systèmes, BUT spécialité génie mécanique et productique parcours innovation, parcours chargé d'affaires industrielles, Titre ingénieur ESIREM spécialité robotique industrielle).
- Technologies industrielles fondamentales (Bac+3, Licence pro conception et amélioration de processus et procédés industriels - parcours ingénierie numérique de la conception et de la fabrication, Licence pro maintenance et conception hydrauliques).
- Textile (Bac et Bac+3, Bac pro métiers de la couture et de la confection, Bac pro artisanat et métiers d'art option tapissier d'ameublement, DN MADE mention objet).

Agriculture-Forêt

- Forêts, espaces naturels, faune sauvage, pêche (Bac, Certificat de spécialisation techniques cynégétiques, Certificat de spécialisation arboriste élagueur, Bac pro forêt).
- Aménagement paysager (Bac, Bac pro gestion des milieux naturels et de la faune).

Spécialités plurivalentes sanitaires et sociales (CAP et Bac, Bac pro accompagnement, soins et services à la personne, Bac pro métiers de l'accueil, CAP agent accompagnant au grand âge).

D'autres spécialités de formation sont également dispensées : Informatique, traitement de l'information, réseaux de transmission des données (du Bac à Bac+5), Travail du bois et de l'ameublement (du CAP au Bac+2, Bâtiment : construction et couverture (CAP et Bac), Bâtiment : finitions (CAP à Bac+2), Accueil, hôtellerie, tourisme (CAP), Animation culturelle, sportive et de loisirs (niveaux CAP et Bac), Commerce, vente (CAP à Bac+5), Santé (Bac), etc.

• Offre de formation destinée aux demandeurs d'emploi sur financements publics :

Parmi les formations en amont de la qualification, sont présentes des plateformes DAQ à Autun, au Creusot et à Montceau-les-Mines, des formations linguistiques (FLE à Autun, Torcy, Montceau-les-Mines et au Creusot, Action illettrisme à Autun, Montceau-les-Mines et au Creusot, Parcours linguistique OFII à Autun et Montceau-les-Mines) ou encore l'École des parents (OEPRE à Autun, au Creusot et à Montceau-les-Mines).

Quelle offre de formation accessible ? Est-elle cohérente avec la structure de l'emploi local ?

(suite)



Forces



Faiblesses



Parmi les formations certifiantes, les caractéristiques de la structure de l'emploi local apparaissent à travers les spécialités de formation suivantes :

- Niveau CAP :

Structures métalliques (Titre pro tuyauteur industriel à Montceau-les-Mines et Titre soudeur industriel au Creusot),

Forêts, espaces naturels, faune sauvage, pêche (BPA bûcheron, spécialité sylviculture, pépinières à Étang-sur-Arroux),

Spécialités plurivalentes sanitaires et sociales (Diplôme d'État d'accompagnant éducatif et social à Montceau-les-Mines et Titre pro agent de service médico-social à Autun).

- Niveau Bac :

Spécialités pluritechnologiques mécanique-électricité (Titre pro technicien de maintenance industrielle à Montceau-les-Mines),

Forêts, espaces naturels, faune sauvage, pêche (BP responsable de chantiers de bûcheronnage manuel et de sylviculture, Certificat de spécialisation arboriste élagueur à Étang-sur-Arroux).

- D'autres spécialités de formation sont également dispensées : Accueil, hôtellerie, tourisme (niveau CAP à Montceau-les-Mines), Animation culturelle, sportive et de loisirs (CAP et Bac au Creusot), Bâtiment : finitions (CAP à Montceau-les-Mines), Commerce, vente (Bac à Montcenis), Santé (Bac et Bac+3 à Montceau-les-Mines), Transport, manutention, magasinage (CAP à Autun et Montceau-les-Mines et Bac à Autun), etc.

Quel niveau de précarité sur le territoire ?

Forces



Faiblesses



- Niveau de vie inférieur à la moyenne régionale. Tendance qui se vérifie dans les deux EPCI composant le CLPE.

- Taux de pauvreté supérieur au taux régional. Taux encore plus élevé dans la CC du Grand Autunois Morvan.

Précarité fréquemment durable en milieu rural : opportunités de retour à l'emploi, d'accès la formation limitées et problématiques de mobilité.

- Taux de chômage dans la zone d'emploi du Creusot-Montceau parmi les plus élevés de la région et qui augmente.

- Parts de bénéficiaires du RSA et de bénéficiaires de l'obligation d'emploi, parmi les demandeurs d'emploi de catégories ABC, plus fortes qu'à l'échelle régionale. Davantage de chômeurs de longue durée qu'en région.

- Proportion de population vivant en QPv légèrement supérieure à la valeur régionale (trois QPv au Creusot, deux à Montceau-les-Mines et un à Autun).

- Proportion de population vivant en Zone de revitalisation rurale (ZRR) supérieure à la moyenne régionale, notamment dans la CC du Grand Autunois Morvan.

- Plus de non diplômés et de jeunes non diplômés en proportion qu'en région. Part de JIC (Jeunes inactifs ou chômeurs) supérieure à la valeur relevée en BFC. Facteurs de risque d'illettrisme élevés.

Sources de données

Datavisualisation Emfor, DREETS BFC, France Travail, INSEE, URSSAF

Bibliographie

Emfor



- Les Comités locaux pour l'emploi BFC : indicateurs emploi-formation
- État des lieux socio-économique des zones d'emploi de BFC - Synthèse
- Des clés pour comprendre son territoire - Encas pro
- Synthèse des situations à risque d'illettrisme en Saône-et-Loire

DREETS BFC



- Indicateurs statistiques territoriaux CLPE

France Travail : Regards sur et Chiffres clés par CLPE



- Regards sur... par territoire de CLPE
- Les Chiffres clés par territoire de CLPE

INSEE



- La Saône-et-Loire dans la dynamique du nucléaire
- L'artisanat de Saône-et-Loire est tourné vers le secteur du bâtiment
- Pourquoi l'emploi industriel décroche-t-il dans la région ?
- 159 000 habitants dans les 62 quartiers prioritaires de la ville
- En 2022, 58 % des nouveaux bacheliers quittent leur zone d'emploi en entrant dans l'enseignement supérieur
- Un quart des néo-bacheliers poursuit ses études en dehors de la région
- 111 bassins de vie polarisent les habitudes de vie des habitants
- Atlas des fragilités territoriales en Bourgogne-Franche-Comté
- Du rural isolé au rural proche des villes : 4 types d'intercommunalités
- Bourgogne-Franche-Comté - Première région rurale de France
- Statistiques locales

Outil de diagnostic, de prospective, d'évaluation, d'aide à la décision et d'information au service des décideurs publics sur les champs de l'emploi, de la formation, de l'orientation et de l'insertion, Emfor Bourgogne-Franche-Comté est financé dans le cadre du contrat de plan État-Région 2021-2027.

Emfor Bourgogne-Franche-Comté est membre du réseau national des CARIF-OREF.

Siège
Espace Lafayette
8 rue Alfred de Vigny
25000 **Besançon**
tél 03 81 25 52 25

Site de Dijon
Immeuble le Citadin
13 rue Auguste Frémiet
21000 **Dijon**
tél. 03 80 54 14 14

www.emfor-bfc.org
contact@emfor-bfc.org